

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Mâcon
37, Bd Henri Dunant CS 80 140
71 000 Mâcon Cedex 9

Le, 24/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/04/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EUROSTYLE SYSTEMS MOLINGES SAS

Zone artisanale « en Grain »

39 360 Chassal-Molinges

Références : BL/NM/2023/M_145
Code AIOT : 0005900905

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/04/2023 dans l'établissement EUROSTYLE SYSTEMS MOLINGES SAS implanté : zone artisanale « en Grain » – 39 3600 Chassal-Molinges. L'inspection a été annoncée le 17/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROSTYLE SYSTEMS MOLINGES SAS (ESM)
- Zone artisanale « en Grain » – 39 360 Chassal-Molinges
- Code AIOT : 0005900905
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ESM exploite sur le territoire de la commune de Chassal-Molinges (39 360) – zone artisanale « en Grain », des installations de fabrication et de peinture de pièces plastiques (polymères) à destination du secteur de l'automobile. Les installations sont régulièrement autorisées depuis 1987 par arrêté préfectoral n° AP-2018-08-DREAL du 9 février 2018. Le site relève des procédures de l'autorisation pour l'exploitation d'installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2940 (application de peinture) notamment.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative :
 - rubrique 4330 ;
 - autorisation de déversement ;
 - rubrique 4802.
- autre :
 - clôture
- risques chroniques :
 - point de rejet n° 5 ;
 - contrôle des émissions ;
 - plan de gestion de solvants.
- risques accidentels :
 - besoins en eau ;
 - système d'alarme incendie ;
 - besoins complémentaires en eau ;
 - sprinklage de l'extension.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 1 | rubriques de la nomenclature | Arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 2.1.1.1 | Sans objet |
| 4 | défense extérieure contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 2.9.2.5 | Sans objet |
| 5 | détection d'un sinistre | Arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 2.9.3.4 | Sans objet |
| 9 | Dossier de porter à connaissance : SOCOTEC – EK1K0/19/1234 | Autre du 13/12/2019, article 2.14 moyens de prévention et de protection | Sans objet |
| 10 | Dossier de porter à connaissance : SOCOTEC n° EK 1K0/19/1234 | Autre du 13/12/2019, article 2.14 moyens de prévention et de protection | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 2 | identification des points de rejets aqueux | Arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 2.4.4.5 | Sans objet |
| 3 | Gestion des effluents aqueux | Arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 2.4.4.6.1 | Sans objet |
| 6 | accessibilité du site | Arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 2.9.5.1 | Sans objet |
| 7 | émissions atmosphériques | Arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 2.11.2.1 | Sans objet |
| 8 | utilisation de solvants | Arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 2.11.2.2 | Sans objet |
| 11 | Dossier de porter à connaissance : ESM - 26/06/2020 | Autre du 26/06/2020, article 5 - rubriques ICPE | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection :

- 2 non-conformités ont été relevées concernant le thème suivant :
 - risques accidentels,
 - besoins en eau : la disponibilité effective des débits d'eau sur les différents moyens de prélèvement constituant la défense extérieure contre l'incendie de l'établissement n'est pas justifiée auprès de l'inspection ;
 - besoins complémentaires en eau : la réserve incendie complémentaire de 60 m³

n'a pas été mise en place, et ce, contrairement aux dispositions prévues dans le dossier de porter à connaissance transmis à M. le préfet du Jura.

- 4 demande de compléments sont formulées concernant les thèmes suivants :
 - situation administrative,
 - rubrique 4330 : l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées :
 - la position de ses stockages au titre de la rubrique 4330, en détaillant notamment les quantités de liquides inflammables maximales de catégorie 1 (mention de danger H 224) entrant dans cette rubrique et le cas échéant en précisant les autres quantités de liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée ;
 - la position de l'établissement au regard des dispositions de l'article L. 51532 du code de l'environnement en statuant sur un dépassement direct du seuil de 10 tonnes induisant le statut Seveso seuil bas au titre des installations couvertes par la rubrique 4330 de la nomenclature ICPE ;
 - la position de l'établissement au regard des dispositions de l'article L. 515-32 du code de l'environnement et de la rubrique 4001 de la nomenclature ICPE, en statuant sur un dépassement par cumul des seuils imposés par la réglementation en joignant un tableau de synthèse des caractéristiques des substances et des mélanges dangereux présents dans l'établissement établis selon le modèle proposé en annexe 3 du guide technique de l'Inéris relatif à l'application de la classification des substances et mélanges dangereux à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement – version intégrant les dispositions du règlement CLP – et la transposition de la directive Seveso III – version de janvier 2020.
 - risques accidentels :
 - besoins en eau : l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un justificatif attestant de la réception, par le service départemental d'incendie et de secours du Jura (SDIS 39), du point d'eau référencé n° 339.001 ;
 - système d'alarme incendie : l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le dernier compte rendu de visite périodique (année 2022) et un plan localisant les 15 déclencheurs manuels mis en place par son prestataire ;
 - sprinklage de l'extension : l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les éléments requis et précisés au travers du courrier référencé : UD39/PR/PC/CF/MB/2020-247 et daté du 02 juin 2020.

L'inspection relève enfin que les modalités de raccordement et de traitement déterminées à l'article 2.4.4.5 de l'arrêté préfectoral du 9 février 2018 sont inadaptées s'agissant du point de rejet n° 5. Les prescriptions de cet article sont amenées à évoluer à l'occasion d'une actualisation des prescriptions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : rubriques de la nomenclature

| Référence réglementaire : arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 2.1.1.1 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|--|--|--|--------|--------|---|--------------------------------------|--|-----|---|------|---|---|---------------------|----------|---|
| Thème(s) : situation administrative, rubrique 4330 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Prescription contrôlée : « <div style="text-align: center;">ARTICLE 2.1.1.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES</div> <table border="1"><thead><tr><th>Rubrique / Alinéa</th><th>Libellé de la rubrique (activité)</th><th>Seuil de classement de la rubrique</th><th>Nature et volume autorisés</th><th>Volume ou grandeur TOTAL de notre activité</th><th>Régime</th></tr></thead><tbody><tr><td>2940.2</td><td>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile)</td><td>A > 100 kg) 100 kg) ≥ DC > 10 kg)</td><td>Quantité mensuelle de produits susceptibles d'être mis en oeuvre : kg)</td><td>450</td><td>A</td></tr><tr><td>4330</td><td>Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée</td><td>Supérieure ou égale à 10 t (A-2) Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t (DC)</td><td>peinture solvant</td><td>8 4,5</td><td>A</td></tr></tbody></table> | Rubrique / Alinéa | Libellé de la rubrique (activité) | Seuil de classement de la rubrique | Nature et volume autorisés | Volume ou grandeur TOTAL de notre activité | Régime | 2940.2 | Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile) | A > 100 kg) 100 kg) ≥ DC > 10 kg) | Quantité mensuelle de produits susceptibles d'être mis en oeuvre : kg) | 450 | A | 4330 | Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée | Supérieure ou égale à 10 t (A-2) Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t (DC) | peinture solvant | 8 4,5 | A |
| Rubrique / Alinéa | Libellé de la rubrique (activité) | Seuil de classement de la rubrique | Nature et volume autorisés | Volume ou grandeur TOTAL de notre activité | Régime | | | | | | | | | | | | | |
| 2940.2 | Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile) | A > 100 kg) 100 kg) ≥ DC > 10 kg) | Quantité mensuelle de produits susceptibles d'être mis en oeuvre : kg) | 450 | A | | | | | | | | | | | | | |
| 4330 | Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée | Supérieure ou égale à 10 t (A-2) Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t (DC) | peinture solvant | 8 4,5 | A | | | | | | | | | | | | | |

[...] »

N° 2 : identification des points de rejets aqueux

| | |
|---|--|
| Référence réglementaire : arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 2.4.4.5 | |
| Thème(s) : risques chroniques, point de rejet n° 5 | |
| Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet | |
| Prescription contrôlée : | |
| Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté | N° 5 |
| Nature des effluents | Eau de refroidissement , fosse de 350 m ³ |
| Exutoire du rejet | Réseau communal |
| Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective | Station de traitement collective |
| Conditions de raccordement | Pré-traitement éventuel pour respecter les VLE. |
| Autres dispositions | Obturbateur 1 |
| Constats : | |
| <p>Le représentant de la société EUROSTYLE SYSTEMS MOLINGES SAS (ESM) indique que la fosse de 350 m³ n'est plus utilisée depuis la substitution du procédé de refroidissement historique (refroidissement via une tour aéroréfrigérante arrêté le 1^{er} mai 2020) par un procédé en circuit fermé alimenté par un groupe froid. Cette situation est confirmée dans le dossier de porter à connaissance transmis par courrier du 26 juin 2020.</p> <p>Il apparaît que le point de rejet n° 5 était en réalité un point de collecte interne (élimination des eaux de refroidissement contenues dans la fosse de 350 m³) rejoignant le réseau d'eau pluviale du site. Les eaux de procédés, mélangées aux autres eaux pluviales de voiries et de toiture d'une partie du site, étaient alors évacuées via le point de rejet final n° 3. Dans son dossier de porter à connaissance, l'exploitant précise qu'avant rejet au milieu naturel, les eaux du rejet n° 3 transitent par le réseau et un ouvrage commun (déshuileur) privés appartenant à la société voisine JB TECHNICS.</p> <p>L'inspection des installations classées relève dès lors que les modalités de raccordement et de traitement déterminées à l'article 2.4.4.5 de l'arrêté préfectoral du 9 février 2018 sont inadaptées s'agissant du point de rejet n° 5. Ce dernier est en effet un point de collecte interne aujourd'hui abandonné et dont les rejets aqueux collectés n'étaient pas évacués vers une station de traitement collective.</p> | |
| Type de suites proposées : sans suite | |
| Proposition de suites : sans objet | |

N° 3 : Gestion des effluents aqueux

| |
|--|
| Référence réglementaire : arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 2.4.4.6.1 |
| Thème(s) : situation administrative, autorisation de déversement |
| Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet |
| Prescription contrôlée : "[...] Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet. » |
| Constats : <p>Les rejets d'eaux pluviales de toitures et de voiries, générés par la société ESM, sont exclusivement envoyés au milieu naturel par l'intermédiaire de 3 points de rejets externes équipés chacun d'un obturateur. L'exploitant ne produit plus d'effluents industriels de procédés. Les effluents générés sur le site ne sont pas collectés ou traités via des équipements publics collectifs.</p> <p>À ces trois points s'ajoute un dispositif d'infiltration dans les sols (sur site) des eaux sanitaires. Le traitement des eaux sanitaires est assuré au moyen d'ouvrages techniques (bac à graisse et fosses toutes eaux). Ces éléments sont notamment précisés au travers du document référencé : "PLAN_USINE_ESM" transmis par courriel du 3 mai 2019. La gestion des eaux sanitaires relève, sur le secteur concerné, de l'assainissement individuel selon le document transmis par l'exploitant (courriel du 14 avril 2023 et référencé : "PLAN LOCAL D'URBANISME DE MOLINGES – 10_Plan des réseaux AEP/EU "– approuvé par le maire de Molinges en date du 26 janvier 2018).</p> <p>L'absence de réseaux publics susceptibles de conduire à un dispositif de traitement collectif (ex : STEU) est par ailleurs confirmée dans le courrier du 4 septembre 2014 (annexe 21 du dossier de demande d'autorisation d'exploiter de 2015) établi par le maire de Molinges. Dans son courrier, il est en particulier précisé les difficultés techniques associées à la localisation géographique du site (absence de réseaux à proximité, secteur en contrebas de la commune et nécessité de traverser une voie ferrée).</p> <p>En outre, dans son dossier de porter à connaissance transmis par courrier du 26 juin 2020, l'exploitant confirme l'absence de rejets industriels suite à la substitution du procédé historique de refroidissement des presses (fosse de 350 m³ + tour aéroréfrigérante) par un circuit de refroidissement fermé alimenté par un groupe froid. En effet, le circuit historique générait des rejets aqueux dont la qualité avait fait l'objet d'un avis du parc naturel régional du Haut-Jura (PNRHJ) lors de l'élaboration du dossier de demande d'autorisation de 2015 (cf : courrier du PNRHJ du 30 août 2010 – annexe 10 du DDAE de 2015). Les rejets aqueux de procédés (vidange du bassin de 350 m³) étaient susceptibles de rejoindre le réseau d'eau pluviale au point de collecte interne n° 5 pour être évacuées du site via le point de rejet n° 3 situé à l'Est et équipé de l'obturateur n° 3.</p> <p>Enfin, l'exploitant précise dans son dossier de porter à connaissance, transmis par courrier du 26 juin 2020, que les eaux pluviales de toitures et de voiries, évacuées par le point de rejet n° 3, rejoignent désormais le milieu naturel en transitant par le réseau privé et un ouvrage commun de traitement (déshuileur) localisés sur les parcelles attenantes exploitées par la société JB Technics.</p> |
| Type de suites proposées : sans suite |
| Proposition de suites : sans objet |

N° 4 : défense extérieure contre l'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 2.9.2.5 |
| Thème(s) : risques accidentels, besoins en eau |
| Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]</p> <ul style="list-style-type: none">– de 2 poteaux incendie (débit de 60 m³/h chacun) [...]– « d'une aire d'aspiration (n° 339.001) répondant aux caractéristiques définies par le SDIS notamment en matière d'accessibilité. <p>L'aire d'aspiration :</p> <ul style="list-style-type: none">◦ est accessible en toute circonstance (*),◦ dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit minimal de 60 m³/h,◦ est aménagée pour permettre la mise en station de 2 engins incendie et permettre leur retournement. <p>(*) Une convention est signée avec la société sur laquelle est implantée l'aire d'aspiration pour établir des modalités d'accès permanentes.</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier à l'Inspection la disponibilité effective des débits d'eau sur les différents moyens de prélèvement d'eau. [...] »</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la disponibilité effective des débits d'eau sur les poteaux incendie situés à proximité de son établissement.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que le point d'eau incendie, constitué d'une aire d'aspiration dans la rivière Bienne, est conforme au règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) du Jura.</p> <p>L'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement relève une non-conformité constatant l'absence de justificatifs permettant d'établir les débits d'eau sur les différents moyens de prélèvement constituant la défense extérieure contre l'incendie de l'établissement.</p> <p>L'exploitant transmettra par ailleurs à l'inspection des installations classées, un justificatif attestant de la réception, par le service départemental d'incendie et de secours du Jura (SDIS 39), du point d'eau référencé n° 339.001.</p> |
| Type de suites proposées : susceptible de suites |
| Proposition de suites : sans objet |

N° 5 : détection d'un sinistre

| |
|---|
| Référence réglementaire : arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 2.9.3.4 |
| Thème(s) : risques accidentels, système d'alarme incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet |
| Prescription contrôlée : « L'ensemble des bâtiments est équipé de boîtiers déclencheurs manuels utilisables par l'ensemble du personnel reliés à un système de sécurité installé à l'accueil principal. « Un réseau de diffuseurs sonores audibles en tout point des bâtiments est relié à la centrale de sécurité incendie. « Les reports de dérangement et d'alarme incendie de la centrale sont reliés vers du personnel d'astreinte ainsi que vers une société de télésurveillance. « L'exploitant organise à fréquence annuelle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'Inspection des installations classées. « Le système est installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus. » |
| Constats : L'exploitant a été en mesure de justifier de l'existence d'un contrat de service (proposition n° 201 130 de ATM Protection) daté et signé du 30 novembre 2020. Le contrat prévoit : – la mise en place de 15 déclencheurs manuels ; – l'installation d'une centrale Bloc Autonome d'Alarme Sonore (BAAS), son pack de batteries et d'un tableau répéteur ; – la mise en place de 15 diffuseurs sonores et leurs packs batteries. L'exploitant confirme en salle, le jour du contrôle, la mise en place des équipements et leur fonctionnement. Le contrat prévoit par ailleurs une visite annuelle faisant l'objet d'un compte rendu remis à l'exploitant. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées : – le dernier compte rendu de visite périodique (année 2022) ; – le plan localisant les 15 déclencheurs manuels. |
| Type de suites proposées : susceptible de suites |
| Proposition de suites : sans objet |

N° 6 : accessibilité du site

| |
|---|
| Référence réglementaire : arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 2.9.5.1 |
| Thème(s) : autre, clôture |
| Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet |
| Prescription contrôlée : « [...] Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. Le site est clôturé et le portail d'accès au site est fermé en dehors des heures ouvrées et la nuit. » |
| Constats : Le site est clôturé et dispose d'un portail d'accès interdisant l'accès au site. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas accès libre aux installations. |
| Type de suites proposées : sans suite |
| Proposition de suites : sans objet |

N° 7 : émissions atmosphériques

| Référence réglementaire : arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 2.11.2.1 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|----------------------------------|---------------------------------|--------------------------|--------------------|--|--------------|-----|-----------------|--------------------|--|--------------|--|-----|-------------------------------|--|-----|------|--------------------|--|--------------|--|-----|---------------------------------|--|-----|------|-----------|-----------|-------|--------------------------|--------|--------------------------|-----|----------------------------------|-----------------|----------------------------------|
| Thème(s) : risques chroniques, contrôles des émissions | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Prescription contrôlée : <p>ARTICLE 2.11.2.1. AUTO SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES CANALISÉES OU DIFFUSES</p> <p>Les mesures portent sur les rejets suivants :</p> <table border="1"><thead><tr><th>N° de conduit</th><th>Points de rejets</th><th>Installations raccordées</th></tr></thead><tbody><tr><td rowspan="2">Cheminée 1 Manzo 1</td><td></td><td>Raccordement</td></tr><tr><td>n°1</td><td>Sas application</td></tr></tbody></table> <table border="1"><thead><tr><td>Cheminée 2 Manzo 1</td><td></td><td>Raccordement</td></tr></thead><tbody><tr><td></td><td>n°2</td><td>Sas application + Broierie</td></tr><tr><td></td><td>n°3</td><td>Four</td></tr></tbody></table> <table border="1"><thead><tr><td>Cheminée 3 Manzo 3</td><td></td><td>Raccordement</td></tr></thead><tbody><tr><td></td><td>n°4</td><td>Sas application 2 + Broierie</td></tr><tr><td></td><td>n°5</td><td>Four</td></tr></tbody></table> <table border="1"><thead><tr><th>Paramètre</th><th>Fréquence</th></tr></thead><tbody><tr><td>Débit</td><td>Une fois par an à minima</td></tr><tr><td>COVNM*</td><td>Une fois par an à minima</td></tr><tr><td>NOx</td><td>Une fois tous les 2 ans à minima</td></tr><tr><td>SO₂</td><td>Une fois tous les 2 ans à minima</td></tr></tbody></table> <p>* : et COV spécifiques disposant d'une VLE, selon les critères fixés par le présent arrêté</p> | N° de conduit | Points de rejets | Installations raccordées | Cheminée 1 Manzo 1 | | Raccordement | n°1 | Sas application | Cheminée 2 Manzo 1 | | Raccordement | | n°2 | Sas application + Broierie | | n°3 | Four | Cheminée 3 Manzo 3 | | Raccordement | | n°4 | Sas application 2 + Broierie | | n°5 | Four | Paramètre | Fréquence | Débit | Une fois par an à minima | COVNM* | Une fois par an à minima | NOx | Une fois tous les 2 ans à minima | SO ₂ | Une fois tous les 2 ans à minima |
| N° de conduit | Points de rejets | Installations raccordées | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cheminée 1 Manzo 1 | | Raccordement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | n°1 | Sas application | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cheminée 2 Manzo 1 | | Raccordement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | n°2 | Sas application + Broierie | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | n°3 | Four | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cheminée 3 Manzo 3 | | Raccordement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | n°4 | Sas application 2 + Broierie | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | n°5 | Four | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Paramètre | Fréquence | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Débit | Une fois par an à minima | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| COVNM* | Une fois par an à minima | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| NOx | Une fois tous les 2 ans à minima | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| SO ₂ | Une fois tous les 2 ans à minima | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Constats : <p>L'exploitant a été en mesure de transmettre le rapport référencé : APAVE n° 12832550-001-1 du 20 février 2023 relatif à l'intervention du 23 janvier 2023. L'exploitant précise que cette mesure a été réalisée au titre de l'année 2022, un nouveau contrôle étant prévu en 2023.</p> <p>La campagne de surveillance a porté sur la qualité des émissions de l'ensemble des points de rejets référencés dans l'arrêté préfectoral. Le contrôle a considéré en particulier les paramètres suivants : composés organiques volatils non méthaniques, méthaniques, totaux, poussières, oxydes d'azote et de soufre notamment.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Type de suites proposées : sans suite | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Proposition de suites : sans objet | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

N° 8 : utilisation de solvants

| Référence réglementaire : arrêté Préfectoral du 09/02/2018, article 2.11.2.2 | | | | | | | | | |
|--|---------------------------------|---------------------------------|-----------|-------|----------------------------|----------|-----------------|----------------------------|----------|
| Thème(s) : risques chroniques, plan de gestion de solvants | | | | | | | | | |
| Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet | | | | | | | | | |
| Prescription contrôlée : ARTICLE 2.11.2.2. AUTO SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS PAR BILAN L'évaluation des émissions par bilan porte sur les polluants suivants : <table><tr><th>Paramètre</th><th>Type de mesures ou d'estimation</th><th>Fréquence</th></tr><tr><td>COVNM</td><td>Plan de gestion de solvant</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>COV spécifiques</td><td>Plan de gestion de solvant</td><td>Annuelle</td></tr></table> | Paramètre | Type de mesures ou d'estimation | Fréquence | COVNM | Plan de gestion de solvant | Annuelle | COV spécifiques | Plan de gestion de solvant | Annuelle |
| Paramètre | Type de mesures ou d'estimation | Fréquence | | | | | | | |
| COVNM | Plan de gestion de solvant | Annuelle | | | | | | | |
| COV spécifiques | Plan de gestion de solvant | Annuelle | | | | | | | |
| Constats : <p>L'exploitant a été en mesure de transmettre le fichier dématérialisé référencé PGS 2021&2022. Ce fichier détaille en particulier les consommations de solvants de l'établissement. Pour l'année 2022, le plan de gestion des solvants précise une consommation de 15 tonnes.</p> <p>L'évaluation des émissions à l'atmosphère porte en particulier sur les composés organiques volatils, non méthaniques et spécifiques, au travers des campagnes de surveillance réalisées sur les rejets.</p> <p>L'exploitant dispose d'un compte GEREPA afin d'effectuer sa déclaration annuelle au titre de 2022.</p> | | | | | | | | | |
| Type de suites proposées : sans suite | | | | | | | | | |
| Proposition de suites : sans objet | | | | | | | | | |

N° 9 : Dossier de porter à connaissance : SOCOTEC – EK 1K0/19/1234

| |
|--|
| Référence réglementaire : autre du 13/12/2019, article 2.14 moyens de prévention et de protection |
| Thème(s) : risques accidentels, DECI - besoins complémentaires en eau |
| Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet |
| Prescription contrôlée : "[...] Besoins en eau incendie [...] Au regard des besoins, une réserve incendie de 60 m ³ sera mise en place pour compléter le dispositif existant. [...]" |
| Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la présence d'une réserve incendie de 60 m ³ . L'inspection des installations classées relève une non-conformité constatant l'absence d'une réserve incendie de 60 m ³ et ce contrairement aux dispositions prévues dans le dossier de porter à connaissance transmis à M. le préfet du Jura. |
| Type de suites proposées : susceptible de suites |
| Proposition de suites : sans objet |

N° 10 : Dossier de porter à connaissance : SOCOTEC n° EK 1K0/19/1234

| |
|--|
| Référence réglementaire : autre du 13/12/2019, article 2.14 moyens de prévention et de protection |
| Thème(s) : risques accidentels, sprinklage de l'extension |
| Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet |
| Prescription contrôlée : "[...] Moyens de secours et d'intervention En cas d'incendie, le site est équipé d'un système de sprinklage relié à un dispositif d'alerte présentant les caractéristiques d'une gestion technique centralisée qui active une alarme sonore et permettant d'organiser l'évacuation du personnel et la lutte contre le feu. Ce dispositif sera étendu. [...]" |
| Constats : Par courrier référencé UD39/PR/PC/CF/MB/2020-247 et daté du 2 juin 2020, les services de l'inspection sollicitaient la transmission d'un plan précisant les zones d'extension du dispositif de sprinklage en distinguant les zones existantes protégées de celles prévues dans le cadre du projet. La société EUROSTYLE SYSTEMS MOLINGES SAS n'a pas apporté de réponse à la lettre du 2 juin 2020. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les éléments requis et précisés au travers du courrier référencé UD39/PR/PC/CF/MB/2020-247 et daté du 2 juin 2020. |
| Type de suites proposées : susceptible de suites |
| Proposition de suites : sans objet |

| | | | | | | |
|--|---|---|--|------|-------------------|--|
| Référence réglementaire : autre du 26/06/2020, article 5 – rubriques ICPE | | | | | | |
| Thème(s) : situation administrative, rubrique 4802 | | | | | | |
| Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet | | | | | | |
| Prescription contrôlée : | | | | | | |
| N° Rubrique | Libellé | Seuil de classement | Volumes maxi autorisés pour notre activité | | Régime ESM | IMPACTS DU PROJET |
| 4331 | Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. | Supérieure ou égale à 1 000 t (A-2) Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t (E) Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t (DC) | Réservoir groupe motopompe sprinklage source B = 0,05 m3 | 0.05 | N/A | Pas d'impacts |
| 4802 | Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. | DC > 2 kg unitaire sur un équipement. DC > 300 kg quantité cumulée de fluide présente dans l'installation | Groupe Froid : SIREG Puissance frigo : 886 kW Charge Gaz HFO R1234ze | 130 | N/A | Le remplacement de la tour aéroréfrigérante par un groupe froid mettant en œuvre un hydrofluoroléfine (HFO – R1234ze) comme fluide frigorigène. Ce dernier présente un faible potentiel de réchauffement planétaire et n'est pas visé à l'annexe I du règlement UE n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés. |
| Constats : L'installation de refroidissement mise en place dans le cadre de la substitution du procédé historique de refroidissement des presses (tour aéroréfrigérante) n'est pas classée au titre de la rubrique 4802. | | | | | | |
| Type de suites proposées : sans suite | | | | | | |
| Proposition de suites : sans objet | | | | | | |